

La « Transition énergétique chinoise »

Patrice Caumartin

Trois ans après son rapport « The Truth about China » (vérité sur la Chine) publié lors de la COP21 de Paris, Patricia Adams, économiste canadienne et experte reconnue de la politique environnementale chinoise, dresse un nouvel état des lieux intitulé : « The road from Paris : China's climate U-turn » (volte-face climatique de la Chine depuis Paris), librement consultable sur le site de Global Warming Policy Foundation.



Tout commence en effet à Paris en 2015, alors que les présidents Xi Jinping et Barack Obama approuvaient l'accord de Paris accédant de ce fait au titre enviable de « Sauveurs de la Planète ». Bien qu'il n'y eût rien de bien engageant dans cet accord, un an plus tard la nouvelle présidence américaine quittait le navire et la Chine devenait l'unique garant de l'élan COP 21.

Depuis le lyrisme œcuménique initial a bien faibli et l'on constate (les états d'âme climatiques, s'il y en eut, ayant déserté son agenda) que l'Empire du Milieu s'est recentré sur ses deux vraies préoccupations intérieures : la sûreté de ses approvisionnements énergétiques pour promouvoir son économie et la lutte contre la pollution atmosphérique, vive préoccupation du public chinois.

Assurer la demande énergétique chinoise

En effet, la demande en énergie ayant considérablement augmenté, on assiste non pas à un développement des énergies vertes mais à un déploiement tous azimuts des ressources fossiles et de leurs supports sous forme de ports dans plus de 70 pays, de pipelines, de centrales électriques, au cœur du programme « Belt and Road » : la Chine est devenue premier importateur mondial de carbone.



Pour le gaz (+15% pour le gaz naturel sur la seule année 2018), cela se traduit par la construction de multiples pipelines pour acheminer les productions du Myanmar, du Turkménistan, de Russie (Power of Siberia 1 et 2), du Moyen Orient via le Pakistan. Les sources GNL (+50% en 2018) sont diversifiées depuis la Guinée équatoriale, l'Angola, le Pérou, Trinité-et-Tobago, l'Australie, l'Indonésie, la Papouasie, la Malaisie, le Qatar, les USA, le Canada et la Russie (route de la soie polaire).

Le pétrole n'est pas en reste et l'on peut citer, alors que la production nationale diminue faute de réserves : Oman, Russie, Iran, Arabie Saoudite, Angola, Irak, Emirats, Koweït, Colombie, Kazakhstan, Congo, Sud-Soudan, Brésil, Venezuela et Canada comme pays émetteurs. Ce besoin d'hydrocarbure liquide explique aussi le recours à la force en mer de Chine méridionale.



Seule ressource climatiquement vertueuse, le parc nucléaire continue son expansion avec 45 réacteurs en exploitation et 15 en construction. Mais ce **secteur**

tributaire des subventions de l'état reste fragile du fait de la campagne de réduction de la dette publique initiée par Pékin.

Elle reste cependant extrêmement modeste en regard de ce qui reste le pilier du système énergétique chinois : le charbon. Malgré un objectif de réduction à long terme, la demande de charbon s'est accrue du fait d'une consommation accrue d'énergie combinée à une pénurie de gaz naturel et à la réduction de l'énergie hydroélectrique pour raison climatique, de sorte que cet accroissement devrait atteindre les 10% avec un surcroît de 400 millions de tonnes d'ici 2020. Aussi très discrètement ont (re)démarré les constructions de nouvelles centrales électriques au charbon représentant une capacité de 46.7 GW, soit 4% de la capacité d'énergie au charbon en Chine. Cet atavisme charbonnier s'est également confirmé à l'exportation : pas moins de 240 projets de centrales électriques au charbon d'une capacité totale installée de 251 GW dans 25 des pays impliqués dans la « Belt and Road Initiative ».

Lutter contre le smog



Depuis l'accord de Paris, la pollution atmosphérique a régressé. Ce résultat est à porter au crédit d'une conversion charbon gaz plutôt qu'à celui de l'éolien et du solaire faibles producteurs en électricité utilisable malgré des augmentations considérables en capacité installée.

En effet le parc vert chinois, bien que le plus important monde ne fournit que 2.7% (éolien) et 0.5% (solaire) des besoins en électricité du pays. Au-delà de difficultés environnementales, ce paradoxe

témoigne du pire taux de raccordement au réseau du monde ; un taux qui sanctionne des retards de connexion au réseau, des contraintes de gestion du réseau, un choix non optimisé des modèles de turbine, des erreurs d'emplacements des parcs, des hauteurs de moyeux d'éoliennes inappropriées. Un chaos qui reflète bien ce mélange de dirigisme et d'improvisation désordonnée qui caractérise le prodigieux dynamisme de la machine industrielle chinoise : lorsque beaucoup de pays occidentaux ont abandonné les subventions aux énergies solaires et éoliennes et ont introduit des politiques antidumping sur les équipements chinois, Pékin a réagi par un programme de subventions à la construction, d'avantages fiscaux et d'incitations tarifaires qui ont donné lieu à une explosion anarchique d'installations domestiques indépendantes de la demande. Les subventions étaient si généreuses et le marché si indiscipliné que le ministère des finances présente à ce jour 18.71 BUSD de subventions impayées à l'industrie. Placée dans une impasse La Chine n'a d'autre choix qu'une baisse des subventions et une limitation des investissements solaires et éoliens. Pour ce qui est de l'existant, une quote-part d'énergies renouvelables imposé à chaque province ou chaque fournisseur d'énergie un pourcentage de renouvelable aboutit finalement au transfert vers le consommateur des surcoûts associés à cette énergie.

Le développement du gaz étant la panacée aux maux de la pollution atmosphérique, son déploiement ne s'est pas fait sans peine et s'est heurté à un défaut d'infrastructures idoines pour l'acheminer et le consommer. Ceci, assorti d'une gestion trop autoritaire et technocratique a provoqué un chaos dans les chaînes d'approvisionnement et une volatilité record des prix. Pour

éviter à l'avenir des pénuries de gaz, les constructions de nouveaux terminaux d'importation de GNL et d'installations de stockage ont été approuvées. En attendant le GNL est acheminé par camions spéciaux : les « pipelines sur roues »...

En parallèle pour alléger ce problème politiquement coûteux du smog des grandes agglomérations, ont été interdites toutes nouvelles installations industrielles polluantes dans ces zones au profit d'implantations plus dans l'arrière-pays. Beaucoup de chemin reste à parcourir alors qu'en moyenne le territoire enregistre pour l'ensemble des critères pris en compte dans les directives sanitaires de l'OMS une surexposition de 72%.

Epilogue

Bien que la Chine ait promis à Paris de réduire ses émissions de dioxyde par unité de production et d'utiliser davantage d'énergies vertes, les émissions de gaz à effet de serre de la Chine ont augmenté de 1.7% en 2017 et devraient augmenter de 4.7% en 2018.



L'énergie verte s'étant avéré un échec cuisant pour répondre aux besoins de la Chine en énergie et en air pur, il ne reste plus que la rhétorique : un cadre national de tarification des polluants est envisagé d'ici fin 2020 afin de « limiter les dommages environnementaux tout en maintenant l'économie à flot ».

Autrement la Chine fait désormais profil bas sur le réchauffement climatique et le carbone. L'échec de la mobilisation des 100milliards/an prévus pour le Fond vert pour le Climat sur lequel la Chine avait des visées tout en favorisant ses exportations de technologies vertes, ne l'incite pas à une autre attitude.